

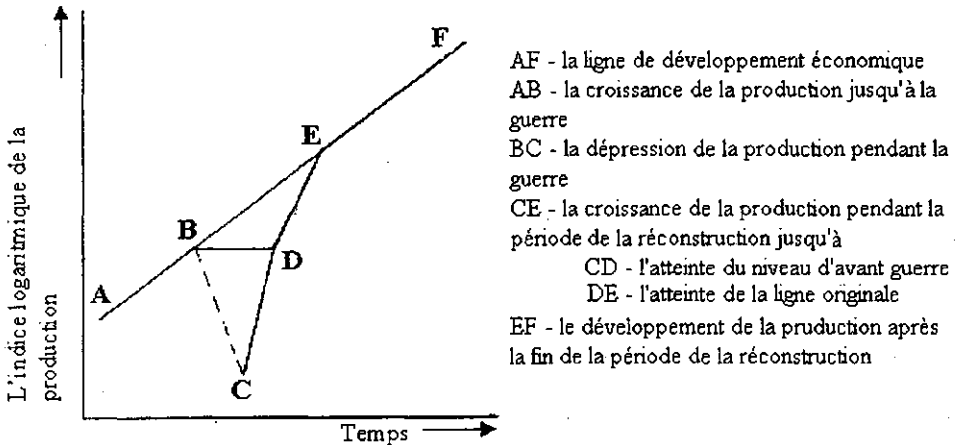
Réflexions sur des questions relatives à la reconstruction et à l'inflation dans l'histoire européenne après la Seconde Guerre mondiale

ZOLTÁN SERFÓZÓ



Notre sujet rend problématique la délimitation dans le temps de la période de reconstruction qui a compensé la dépression économique qui a fait suite aux ravages de la guerre. En effet, toutes les périodisations historiques sont toujours un peu arbitraires et, en règle générale, conventionnelles. En outre, lorsqu'il s'agit d'histoire économique, il est particulièrement difficile de définir les différentes périodes par des dates bien déterminées. En ce qui concerne les périodes de reconstruction, on prend comme point de départ par convention les indices économiques de la dernière année d'avant-guerre. Une fois que le niveau de l'économie d'après-guerre a atteint le niveau économique de celle-ci, la période de reconstruction s'est terminée selon les avis contemporains. Cette conception a été évidente dans l'historiographie au cours des décennies qui ont suivi la Seconde Guerre mondiale. Toutefois, l'émergence de la théorie des lignes de la croissance économique de Ferenc Jánosy a profondément mis en doute cette évidence. Un des points de la théorie du Jánosy traite des périodes de la reconstruction. Voici le schéma du déroulement de ces périodes.¹

¹ F. Jánosy, *A gazdasági növekedés trendvonaláról*. [Des tendances de l'accroissement économique] Budapest 1975, 32-39.



Ce schéma semble être évident. Sans en donner une analyse détaillée, on peut toutefois souligner que: la reconstruction ne se termine pas quand l'économie atteint le niveau de la dernière année d'avant-guerre. La période de reconstruction s'achève quand la production reprend son niveau d'avant-guerre en fonction du même rythme de développement économique que celui d'avant-guerre. Dans une période de reconstruction, la croissance économique connaît un vif essor bien qu'elle se ralentisse pour atteindre le niveau de la dernière année d'avant-guerre. La théorie de Jánosy est assez connue dans l'histoire économique européenne.² L'ouvrage de Milward intitulé, « The Reconstruction of Western Europe », traite de la période comprise entre 1945 et 1951, malgré le fait que le P. N. B. dans certains pays de l'Europe de l'Ouest se développait de la façon suivante:³

La production nationale brute (1948, 1950)
(L'indice de PNB en comptant par les prix invariables)

(1938 = 100)

Pays	1948	1950
Belgique	115	124
France	100	121
Pays-Bas	114	127
Grande-Bretagne	106	114
Allemagne	45	64
Norvège	122	131
Italie	92	104

On peut voir que les économies de marché de l'Europe de l'Ouest ont atteint, voire dépassé, le P. N. B. de l'exercice de 1938 jusqu'en 1948 sauf l'économie de l'Allemagne de l'Ouest qui avait une situation particulière et qui souffrait le plus

² H. Van Der Wee, *A lefékezett jólét.* [Bien être bloqué] Budapest 1986, 41-43.

³ A. S. Milward. *The Reconstruction of Western Europe.* London 1992.; Van Der Wee, 22.

des conséquences des destructions de la guerre. Malgré cela, Milward date la fin de la période de reconstruction à 1951. La périodisation de László Bogár coïncide avec celle de Milward: la reconstruction de l'économie hongroise après la Seconde Guerre mondiale s'est terminée à la fin de 1951.⁴ Selon L. Bogár les résultats extraordinaires de la première année du premier plan quinquennal en 1950 (qui ont largement dépassé les projets) ne s'expliquent pas seulement par les investissements forcés mais également par l'élan de la croissance de reconstruction. Ce phénomène a abusé l'administration communiste de l'époque qui a élevé les chiffres du plan en février 1951 en extrapolant les indices pour quatre ans en se reposant sur l'année précédente qui avait été extraordinaire. En 1952, le cycle de reconstruction – associé à une croissance très rapide – s'est terminé. Ainsi, non seulement les chiffres sont devenus élevés, mais aussi les calculs du plan sont devenus irréels. Malgré la coïncidence de la périodisation, il est évident que Bogár et Milward examinent le même cycle historique en tenant compte de circonstances socio-économiques différentes au sein de l'Europe morcelée d'après-guerre. À ce sujet, il faut souligner l'interprétation différente de la notion de reconstruction qui est exprimée par les mots hongrois *helyreállítás* (rétablissement) et *újraépítés* (reconstruction, renouvellement). Selon certains experts de l'histoire économique hongroise contemporaine – par exemple Sándor Szakács – il faut opérer une distinction nette entre les deux notions parce que la première notion signifie « rétablissement » des anciennes technologies et des infrastructures et la deuxième signifie plutôt « renouvellement qualitatif » de l'économie. Naturellement, au cours de ce cycle ces deux concepts sont présents en même temps et sont inséparables, mais il y a déjà des différences dans cette période entre les deux parties de l'Europe. Pour les économies de marché de l'Europe de l'Ouest, les aspects du renouvellement sont plus décisifs. Pour les pays dirigés par l'Union Soviétique refusant le secours du Plan Marshall, qui sont devenus les membres du COMECON, les aspects du rétablissement sont plus caractéristiques. Cela a exacerbé les différences économiques entre les deux parties de l'Europe même après la Seconde Guerre mondiale et c'est bien sûr l'Europe de l'Ouest qui en a profité.

En même temps, il est évident que dans les deux parties de notre continent la période de reconstruction a lourdement touché la société. Les simples frais de relance ont augmenté le déficit du budget de l'État et on a assisté à l'émergence d'un processus inflationniste. L'historien spécialiste de l'économie peut alors poser cette question très intéressante: Est-ce que la reconstruction et le rétablissement sont nécessairement liés à une inflation importante?

Avant d'essayer d'apporter une réponse, il faut tenir compte d'un nouvel élément. Au milieu du 20^e siècle, les différentes politiques économiques faisaient intervenir l'État ce qui engendrait de l'inflation. On peut aussi constater une hausse des prix dans les pays qui n'ont pas subi des dommages de guerre importants. Aux États-Unis, pays victorieux, si on prend l'indice des prix de gros et de détail 100 en 1938, celui du premier est passé à 210, celui du second à 192 jusqu'en 1949 ce qui veut dire que le dollar a perdu la moitié de sa valeur mar-

⁴ L. Bogár, *Kitörési kísérleteink*. [Nos essais de rattrapement] Budapest 1989, 76–88.

chande au cours de cette décennie.⁵ Au début de l'année 1949, l'élite américaine a réussi à juguler l'inflation grâce au pouvoir de l'Etat, en stabilisant l'indice des prix et des salaires. Il est intéressant de constater qu'en Suisse on peut presque observer la même situation. La Suisse n'a pourtant pas participé à la guerre et elle n'a pas eu de dommages. Toutefois le franc suisse a aussi perdu la moitié de sa valeur marchande. En 1948 la parité du franc suisse/dollar US est devenue égale à celle d'avant-guerre. Il semble logique que dans les pays où, pendant la période de reconstruction, la mesure de l'inflation n'a pas dépassé le niveau « américano-suisse », la reprise économique n'ait pas engendré elle-même l'inflation. Un tel acompte inflationniste favorable ne s'est manifesté en Europe qu'en Grande-Bretagne après la Seconde Guerre mondiale. En 1948, dans ce pays, l'indice des prix des biens de consommation représentait 180% de celui de 1937 entre 1945-1948. L'indice des prix du commerce en gros est passé de 100 à 122.⁶ Parallèlement aux efforts menés par la politique anglaise stricte et rigoureuse – jusqu'en 1954 un système de coupon a existé avec des rations par tête bien limitées – il faut souligner le fait que les gouvernements anglais ont essayé de faire supporter une assez grande partie des frais extraordinaires de la guerre et de la reconstruction aux pays étrangers. Ce sont les États-Unis et les pays du Commonwealth qui ont aidé la Grande-Bretagne grâce à des traitements de fermage et des emprunts ou grâce à l'accumulation de créances en livre Sterling. En décembre de l'année 1945, les États-Unis et le Canada ont accordé un crédit de 5 milliards dollars. (Cette somme représentait 60 à 70% de l'ensemble des dommages de guerre de la Hongrie!)⁷. Les sources monétaires extérieures ont donc joué un rôle important dans la reconstruction et la Grande-Bretagne a ainsi pu éviter une inflation extraordinaire.

Il semble que l'exemple anglais ait été unique en Europe. Les cycles de reconstruction ont été liés à une inflation bien élevée. Il est vrai que la mesure de l'inflation était très différente d'un pays à un autre. L'historiographie économique européenne nous montre que la politique belge a engrangé quelques succès de ce point de vue. La politique monétaire dirigée par le Ministre des finances belge, M. Gutt a servi de modèle à plusieurs pays de l'Europe de l'Ouest. En octobre 1944, M. Gutt a réduit la masse monétaire de 140 milliards francs à 31 milliards de francs à l'aide de la clôture à la banque et du changement des billets de banque obligatoire. Les dépôts bloqués ont été débloqués prudemment et une partie d'entre eux a été retrouvée par le gouvernement sous forme fiscale. L'administration belge n'a pas engendré lui-même l'inflation après la Seconde Guerre mondiale. Pour réaliser cette politique monétaire, le gouvernement a également eu recours à des sources étrangères. Il faut souligner le rôle des sommes en dollar pour les transports d'uranium et de cuivre des colonies africaines aux États-Unis et celui du fermage et de l'indemnisation du port d'Anvers. En même temps, entre 1945-1949, l'indice des prix de gros s'est élevé de 100 à 290 et la reconstruction

⁵ Van Der Wee, 20.

⁶ Van Der Wee, 20.

⁷ R. Cameron, *A világgazdaság rövid története a kőkorszaktól napjainkig*. [L'histoire courte de l'économie mondiale de l'âge de pierre jusqu' à nos jours] Budapest 1994, 440.

ne s'est pas déroulée sur fond d'une inflation marquée. L'inflation belge est restée supportable et elle n'a pas menacé l'équilibre budgétaire.⁸

Jusqu'au printemps de l'année 1945, il a semblé que la France aurait pu éviter une inflation extraordinaire. En novembre 1944, l'administration financière a réduit la masse monétaire de 644 milliards francs à 570 milliards francs.⁹ Il est vrai que cela a été sans commune mesure avec la réduction opérée par la Belgique. Les pertes de guerre de la France ont été spectaculaire surtout en ce qui concerne de l'infrastructure. 20% des habitations ont été détruites ou ont été lourdement endommagées, sur 17,000 locomotives 3,000 étaient encore en état de fonctionner, sur le territoire du nord et de l'est du pays, occupés par l'armée allemande, ne restaient que très peu de ponts en bon état. Le Ministre des finances français, M. Pleven, soutenant le Général De Gaulle, a rejeté la politique monétaire déflationniste. Entre 1945-1948 le taux d'inflation était de 50 à 70 % par an. Après la dévalorisation de 1948, la valeur du franc français s'est réduite à 20% par rapport à la valeur du dollar et de l'or de 1944. Selon les historiens spécialistes de l'économie française, ces années ont été une période d'hyperinflation.¹⁰ La dépréciation monétaire a surtout augmenté en 1946. Il est intéressant de comparer quelques indices macroéconomiques de cette année-là: le revenu national a augmenté de 53.7%, la production industrielle de 68%, l'indice des prix de 72% depuis 1945. En même temps, les recettes du budget n'ont couvert que 57% des dépenses. C'était déjà une proportion plus favorable que celle de 43% de l'année précédente.¹¹ Le rapport semble être évident: la croissance économique extraordinaire est explicable par l'élan de la reconstruction accompagnée d'une telle inflation. Selon l'historiographie économique française, ce fut la période de la doctrine des investissements « coûte que coûte », celle de « la reconstruction payée par la Monnaie. »¹² La relation entre l'inflation engendrée par l'Etat et les dépenses extraordinaires de la reconstruction semble être évidente. La perte de la valeur du franc a été de deux fois et demie supérieure à celle de la livre Sterling. Il faut mentionner que l'empire colonial de la France et les relations internationales du pays n'ont rien pu faire pour changer la situation.

Nul n'est sans ignorer que la plus grande inflation de l'histoire européenne s'est déroulée en Hongrie entre 1945 et 1946. Ce phénomène n'a quand même pas été unique à la Hongrie. On peut en effet constater une hyperinflation en Europe Centrale (territoires allemands) et en Europe du sud-est (Roumanie, Grèce). Selon notre connaissance, seule la Pologne a pu éviter une hyperinflation dans cette région. Les raisons en ont été assez particulières. Sur le territoire de ce pays, nouvellement dessiné sur la carte de l'Europe, il y a eu des conditions financières tout à fait chaotiques en 1945. Plusieurs moyens de paiement étaient en circulation:

⁸ Van Der Wee, 29.

⁹ F. Braudel-E. Labrousse, dir. *Histoire Économique et Sociale de La France*. Paris 1979, Vol. IV/3, chapitre III, 68.

¹⁰ J.-P. Patat-M. Luftalla, *Histoire Monétaire de La France au XX^e siècle*. Paris 1986, 125.

¹¹ Patat-Luftalla, 120.

¹² Braudel-Labrousse, 680

le mark allemand, le rouble soviétique, le dollar américain et le zloty « d'occupation. » Toutes ces monnaies ont été retirées de la circulation, mais la Banque Nationale Polonaise, nouvellement créée, a fait face au manque d'argent en émettant très peu de nouveaux zlotys. Le 31 décembre 1945, 26.3 millions de zlotys étaient en circulation. En une année, pas de plus de 58.9 millions. Le gouvernement polonais a reçu une allocation UNRRA des États-Unis qui s'élevait à 471 millions dollars. Cela excepté, l'Union Soviétique a prêté à la Pologne 36 millions dollars, les États-Unis 46 millions dollars, la Grande-Bretagne 10 millions livres, la Suède 122 millions couronnes et le Danemark 2 millions couronnes. Les marchandises importées ont été vendues par le gouvernement lui-même avec un gros bénéfice. Le financement de la reconstruction n'a ainsi pas été lié à l'hyperinflation probablement grâce aux allocations et aux crédits étrangers. Une certaine dépréciation monétaire a quand même eu lieu entre décembre 1945 et mars 1949. L'indice du marché libre s'est accru de 50%.¹³ Il est intéressant de constater que cette mesure ressemble à celle de l'inflation du forint hongrois introduit le 1^{er} août 1946 jusqu'à la fin de 1949. Pendant cette période, l'inflation du forint a été à peu près de 40%, en comptant les prix du commerce et du marché libre.¹⁴

Les processus inflationnistes ont commencé en Hongrie dès la première moitié de 1945. Selon Sándor Ausch « ...les frais alimentaires contenant les prix du marché noir ont été 14,6 fois plus élevé entre le 1^{er} décembre 1941 et le 15 juillet 1945. »¹⁵ Après la fin de la guerre, « l'inflation cachée » est devenue visible car il n'y a plus eu de réglementation des prix et on a effacé provisoirement le système de coupons et les autres restrictions. L'autre cause importante de la hausse des prix a été le déséquilibre de l'offre et de la demande en marchandises en raison de la guerre.

En 1945-1946 le revenu national hongrois n'était que de 49% par rapport à celui de 1938. La production de l'agriculture était de 43.2%, celle de l'industrie était de 40% de la production de la dernière année d'avant-guerre à cause des pertes humaines et des pertes matérielles.¹⁶ C'est pourquoi jusqu'à la stabilisation monétaire une inflation par la demande a existé selon toute évidence. Il faut souligner quand même que cela n'a pas été uniquement l'inflation par la demande qui a été la cause première de l'importance de l'hyperinflation en Hongrie qui a commencé dès la deuxième moitié de 1945. L'appareil d'État réorganisé a pris en charge les frais exceptionnels dus à cette situation historique unique en son

¹³ I. Varga, *Az újabb magyar pénztörténet és egyes elméleti tanulságai*. [L'histoire monétaire nouvelle et ses morales théoriques] Budapest 1964, 198-199.

¹⁴ E. Huszti, *Antiinflációs útkeresés – monetáris politika és gyakorlat Magyarországon* [Recherche anti-inflationniste – pratique et politique monétaire en Hongrie] Budapest 1987, 139.

¹⁵ S. Ausch, *Az 1945-46. évi infláció és stabilizáció*. [L'inflation de 1945-46 et la stabilisation] Budapest 1958, 99.

¹⁶ I. Pető-S. Szakács, *A hazai gazdaság négy évtizedének története 1945-1985*. [Histoire des quatre décennies de notre économie 1945-1985] Budapest 1985, 20.

genre. En 1946, les dépenses du budget de l'Etat dans les différents secteurs étaient les suivantes:¹⁷

Dépenses personnelles et retraites	25.9%
Investissement et reconstruction	10.5%
Frais d'investissements et de reconstruction des usines de l'Etat	19.3%
Réparation	29.2%
Soutien des municipalités	3.0%
Autres obligations internationales	8.4%
Dépenses extraordinaires	3.7%

On peut voir que les dépenses de compensation et des autres obligations internationales (le ravitaillement de l'Armée rouge et de la Commission du Contrôle interalliée) représentaient 37.6% des dépenses du budget. Ces frais ont dépassé ceux de la reconstruction et des investissements – déjà extraordinaires eux-mêmes – de 7.8%! C'est pourquoi, en juin 1945, les recettes du budget n'ont couvert que 7.7% des dépenses. Après la guerre, les institutions financières hongroises ont eu une grande insuffisance en capital et leur activité d'octroi de crédit est devenue minimale. Le gouvernement hongrois n'a pas reçu d'aides ni d'emprunts étrangers. Il ne lui est plus resté qu'une seule possibilité: obliger la Banque Nationale Hongroise à émettre des prêts à découvert. Ainsi, c'est le pouvoir central qui a engendré lui-même l'inflation.

Les économistes les plus éminents de la période qui nous occupe ont vu assez clairement les processus économiques en jeu. Les sources historiques des 4 partis de la coalition gouvernant la Hongrie après les élections parlementaires du 4 novembre 1945 (Parti des Petits propriétaires, Parti Communiste, Parti Social Démocrate, Parti National des Paysans) nous en apportent de nombreux témoignages. Parmi ces sources, je mentionnerai une source de l'Archive du Parti Social Démocrate. L'exposé, adopté par le Comité des Affaires Commerciales, Industrielles et Financières le 13 février 1946 lequel s'est occupé de la stabilisation financière et économique du pays, souligne que:

« Au cours de la vie économique normale, une partie de la valeur financière des marchandises produites qui se compose de biens d'équipements et d'articles de consommations est épargnée... L'investissement pour l'année économique suivante est calculé par rapport à la majeure partie de pengős de comptes courants et de dépôts ... Dès que des investissements énormes sont devenus nécessaires pour la restructuration de la vie économique en raison des ravages dus aux opérations militaires, ce processus n'a pas pu se dérouler parce que une grande partie des pengős en argent comptant avaient disparu. Les prix ont augmenté tout d'un coup à cause du manque de marchandises... Dans ces conditions, les investissements ont simplement été financés à découvert à l'aide de la presse à billet... La relance de la vie économique a naturellement élevé les dépenses de l'Etat.

¹⁷ Ausch, 97.

La réparation, par ailleurs, a un double désavantage: d'une part elle augmente les dépenses du budget et d'autre part une grande partie de nos matières premières, de nos énergies et de notre travail qui devrait freiner l'inflation par l'élargissement des marchandises ad hoc est soustraite à la production ... »¹⁸

Ainsi, les recettes fiscales peu élevées provenant du revenu national déjà réduit ne sont pas suffisantes pour couvrir les frais extraordinaires dus à la reconstruction et aux dépenses liées aux obligations internationales. Ainsi, c'est l'Etat qui engendre lui-même l'inflation ».

En conclusion, il nous semble que la rapide relance des cycles de reconstruction entretient un rapport étroit avec l'inflation. Pour éviter l'hyperinflation, il a fallu des sources financières étrangères. Il est évident que tous les processus inflationnistes sont uniques. Ils se déroulent dans des conditions qui relèvent des sociétés et qui sont déterminées par l'espace, le temps et l'histoire. A ce titre, des recherches interdisciplinaires comparées peuvent donner des résultats intéressants en matière d'histoire économique.

¹⁸ Politikatörténeti Intézet Levéltára [Archive de l'Institut d'Histoire politique] 283-32/21, pp. 34-38.